

## Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETTITOUT.

## Voeu de soutien à Mme Christiane TAUBIRA, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice de la République française

Hélène MANDROUX rapporte :

**L'article premier de la déclaration de principe des Etats membres de l'UNESCO réunis à Paris du 25 octobre au 16 novembre 1995** définit la tolérance et prévoit notamment : « Conformément au respect des droits de l'homme, pratiquer la tolérance ce n'est ni tolérer l'injustice sociale, ni renoncer à ses propres convictions, ni faire de concessions à cet égard. La pratique de la tolérance signifie que chacun a le libre choix de ses convictions et accepte que l'autre jouisse de la même liberté. Elle signifie l'acceptation du fait que les êtres humains, qui se caractérisent naturellement par la diversité de leur aspect physique, de leur situation, de leur mode d'expression, de leurs comportements et de leurs valeurs, ont le droit de vivre en paix et d'être tels qu'ils sont. Elle signifie également que nul ne doit imposer ses opinions à autrui.

**L'article 7 de la déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948** stipule : « Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la présente Déclaration et contre toute provocation à une telle discrimination ».

**L'article 14 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950** précise « la jouissance des droits et libertés reconnus dans la présente Convention doit être assurée, sans distinction aucune, fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions politiques ou toutes autres opinions, l'origine nationale ou sociale, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance ou toute autre situation ».

**L'article 4 de la déclaration de droits de l'homme et du citoyen de 1789** prévoit que « la liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres Membres de la Société, la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la Loi ».

**L'article 225-1 alinéa 1 du code pénal** dispose : « constitue une discrimination toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison de leur origine, de leur sexe, de leur situation de famille, de leur grossesse, de

leur apparence physique, de leur patronyme, de leur état de santé, de leur handicap, de leurs caractéristiques génétiques, de leurs mœurs, de leur orientation ou identité sexuelle, de leur âge, de leurs opinions politiques, de leurs activités syndicales, de leur appartenance ou de leur non appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée ».

**L'article 33 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse** précise : « L'injure commise par les mêmes moyens envers les corps ou les personnes désignés par les articles 30 et 31 (à raison de leurs fonctions ou de leur qualité, envers un ou plusieurs membres du ministère, un ou plusieurs membres de l'une ou l'autre Chambre, un fonctionnaire public, un dépositaire ou agent de l'autorité publique, un ministre de l'un des cultes salariés par l'Etat, un citoyen chargé d'un service ou d'un mandat public temporaire ou permanent, un juré ou un témoin, à raison de sa déposition) de la présente loi sera punie... de six mois d'emprisonnement et de 22 500 euros d'amende lorsque cette injure est commise... envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée ».

Sera punie des peines prévues à l'alinéa précédent l'injure commise dans les mêmes conditions envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur sexe, de leur orientation sexuelle ou de leur handicap ». Depuis plusieurs semaines, voire plusieurs mois, Madame Christiane TAUBIRA, Ministre de la Justice, Garde des sceaux de la République française, tant dans l'exercice de ses fonctions qu'à titre personnel, fait l'objet d'injures publiques des plus abjectes.

Ces injures ont été prononcées non seulement par des adultes, mais également par des enfants.

Au-delà de ces attaques personnelles, ce sont les dérives de notre société et les atteintes que ces propos racistes portent à la cohésion sociale et à la Nation française, si fière d'être le pays des droits de l'Homme, qu'il s'agit de dénoncer par ce vœu. Car loin des inattentions ou erreurs, nous assistons à un phénomène grave et croissant de banalisation de la parole discriminatoire qui s'accompagne d'une hausse inquiétante des délits, injures antisémites, sexistes ou homophobes, violences racistes au premier semestre 2013.

La provocation à la xénophobie, l'antisémitisme, l'homophobie est certes condamnée pénalement et constitue une circonstance aggravante de tous crimes et délits, mais surtout, elle doit être combattue par tous en ce qu'elle heurte les fondements-même de notre République.

Il s'agit là de troubles à l'ordre public dangereux qui portent atteinte aux principes d'accueil, de tolérance et de respect des convictions et des choix d'autrui, dans notre pays.

Selon l'article 4 de la déclaration de principe de l'UNESCO : « L'éducation à la tolérance doit être considérée comme un impératif prioritaire ; c'est pourquoi il est nécessaire de promouvoir des méthodes systématiques et rationnelles d'enseignement de la tolérance centrées sur les sources culturelles, sociales, économiques, politiques et religieuses de l'intolérance, qui constituent les causes profondes de la violence et de l'exclusion. Les politiques et programmes d'éducation doivent contribuer au développement de la compréhension, de la solidarité et de la tolérance entre les individus ainsi qu'entre les groupes ethniques, sociaux, culturels, religieux et linguistiques et les nations.

L'éducation à la tolérance doit viser à contrecarrer les influences qui conduisent à la peur et à l'exclusion de l'autre et doit aider les jeunes à développer leur capacité d'exercer un jugement autonome, de mener une réflexion critique et de raisonner en termes éthiques ».

Le Conseil municipal de la Ville de Montpellier affirme par ce vœu :

- **Apporter** son soutien plein et inconditionnel à Madame Christiane TAUBIRA en sa qualité de Ministre d'Etat et en tant que personne privée en condamnant ces dérives discriminatoires et injurieuses à son encontre,
- **Exhorter** le gouvernement à mettre en œuvre toute politique d'éducation et de sensibilisation à la tolérance par toutes voies qu'il estimera nécessaires,

- **Exhorter** les instances judiciaires et administratives à veiller avec la plus grande fermeté à l'application de la loi à l'encontre de tous crimes ou délits à caractère discriminatoire quelles qu'en soient la forme et la nature.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 26 novembre 2013**